

Le Cerguelicot

BIMESTRIEL N° 15

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE ISSN 1264-9112 MARS 1998 - 10 F

Qu'on nous explique en quoi le réalisme de gauche diffère du libéralisme de droite. L'opposition tant vantée des méthodes ? La belle affaire... Les modestes parquent là où se pavanait le mépris. Pour le reste, c'est la même soumission aux mêmes dogmes, qui, depuis un quart de siècle ont rejeté dans les marges du monde des millions de personnes, le même empressement au service exclusif de la fortune et de la puissance. Il ne faut pas désespérer Neuilly.

Quant à la détresse des victimes de la catastrophe sociale programmée, elle a reçu la réponse qui convenait. Ce qui est possible sans compter pour le Crédit lyonnais, ce qui est possible et ne souffre aucune discussion pour sauver les investisseurs égarés en Asie (les peuples, eux, seront sacrifiés) ne l'est plus quand il s'agit d'assurer une survie décente à la piétaille massacrée sur le front du profit. Les invalides de la guerre de classes, qui auront payé plus que leur part à la victoire du capital sur la démocratie sociale, n'auront pas droit à la générosité de la patrie reconnaissante. Qu'ils se contentent des sermons empreints d'humanité de Madame Notat et des contorsions pathétiques des alliés « pluriels ».

Systématiquement reniés par les formations politiques gouvernementales, les espoirs de justice sociale ne sont plus portés que par le mouvement social, sur lequel les organisations traditionnelles, discréditées, ont peu de prise.

On peut regretter qu'un mouvement majoritaire dans l'opinion, une fois de plus, se retrouve minoritaire dans la rue. Pourtant, cet accord majoritaire se fait sur des revendications de plus en plus subversives. C'est à travers l'exigence d'indispensables mesures d'urgence que progresse l'idée d'une nécessaire redistribution des richesses et que l'idée de la justice sociale ne s'obtient qu'au prix de changements radicaux. ■

Ravachefolle



L'Art n'existe pas, l'Art c'est vous.

Benjamin PÉRET

Être grand, c'est soutenir une grande querelle

Il y a un an, place du Capitole, deux immenses banderoles proclamaient à tous « Être grand, c'est soutenir une grande querelle », « contre l'exclusion sociale et culturelle ». Un nouveau mouvement des professionnels du spectacle et de l'audiovisuel était né. Nouveau, en ce sens qu'il dépassait largement de simples revendications corporatistes, et s'ouvrait au contraire à d'autres champs sociaux en lutte (maîtres-auxiliaires, chômeurs en lutte). Nouveau, parce qu'il a rappelé que la culture est au cœur de tout projet, qu'elle doit être ciment des hommes, citoyenne, et qu'à ce titre elle n'est pas l'affaire des seuls professionnels mais bien celle de tous. De nombreux « inorganisés », mais aussi des associations luttant pour la dignité de l'homme et de son émancipation (DAL, AC!, Ras l'Front, syndicats...) ont soutenu avec « l'AG des pros du spectacle et de l'audiovisuel » l'idée d'une culture vivante, ouverte, plurielle et accessible à tous, sans laquelle la démocratie ne deviendrait qu'un mot vide de sens. Les politiques disaient se rallier à cette vision généreuse.

Or, aujourd'hui, l'État et les collectivités locales se murent derrière le « dit » et le « non-acte ». Le pouvoir réaffirme avec encore plus de vigueur la professionnalisation nécessaire du secteur, entendez la subordination de la création et de la diffusion à la seule logique libérale et marchande. (Cf. rapport Cabanes, projet de loi sur la licence d'entrepreneur de spectacles). Les États généraux de la culture restent un vague concept en suspens.

Sur Toulouse, on ne crée aucun lieu pour accueillir la grande majorité des compagnies, il n'y a eu aucune concertation sur le devenir du Sorano, mais il reste toujours autant d'inégalités quant à la répartition des budgets. Et ce qui est bon pour le théâtre l'est aussi pour les autres domaines artistiques.

Est-ce à dire qu'en dehors d'une culture de prestige et d'élite, point de culture ? Serait-ce là tout ce que vaut l'imaginaire ? Ou bien, aurait-on peur de cette culture bien vivante, non subordonnée aux intérêts du pouvoir, en prise directe avec une société en mouvement ? Aurait-on peur de la liberté de création et d'imagination ? Craindrait-on que les mots, les images et les idées franchissent le seuil des grandes bâtisses d'où est exclue une grande majorité des gens ?

Parallèlement, des espaces non « labellisés » émergent et s'affirment. Le Parc des sports du Bazacle en est un. La Caisse d'action sociale d'EDF-GDF de Toulouse, au travers du Théâtre de la Brique rouge, y accueille depuis plusieurs années de nombreuses compagnies (répétitions, ateliers, stages, créations). Au-delà de ces échanges, se sont tissés, avec des membres du CE, des liens profonds et sensibles, autour d'une réflexion commune. C'est ainsi qu'ont pu s'organiser un débat autour de « Entreprise et Enjeu culturel » l'an dernier, ou encore le 31 janvier la soirée de soutien à Jean-Luc Galvan, pour le droit à l'hospitalité, à laquelle de nombreux artistes et compagnies de Toulouse ont participé.

Aussi, las du manque d'initiatives en matière de politique culturelle, et désireux de travailler sur des projets communs, de s'impliquer plus largement et de peser dans le paysage culturel toulousain, Federcies et le Théâtre de la Brique rouge appellent l'ensemble des associations, des compagnies ainsi que la CAS de Toulouse, à trois jours de *Rencontres festives*, au Parc des sports du Bazacle, contre l'exclusion sociale et culturelle. Au programme de ces 1^{er} (fête des travailleurs), 2 et 3 mai 1998 : débats de fond, forum, stands, spectacles, théâtre, danse, musique, expos, performances plastiques, courts métrages, films d'investigation, documentaires... Par cette initiative, nous entendons

poser un acte fédérateur, créer un espace de parole, renforcer les liens et réaffirmer que nos engagements dans la cité s'inscrivent au cœur même de tous les combats pour la dignité de l'homme. Espérons aussi que ces trois jours pourront ouvrir des perspectives quant aux politiques culturelles de la ville de Toulouse et de sa région.

Pour créer l'événement, nous invitons les compagnies, personnels de l'audiovisuel, plasticiens, artistes, techniciens, associations luttant pour les droits humains, fédérations d'éducation populaire, diffuseurs indépendants, syndicats, CE, personnalités... et d'une manière générale tous les individus qui partagent cette vision de la culture comme vecteur de lien social, de justice et solidarité sociale, d'émancipation de l'homme. Pour la constitution d'un collectif porteur du projet, vous pouvez contacter :

Federcies Midi-Pyrénées au 05 61 84 43 44 ou au 05 61 15 75 34 et le Théâtre de la Brique rouge. ■

Chômeurs : 7 mars

Ils font trembler Jospin, donnons-leur un coup de main.

Le mouvement des chômeurs(ses) se poursuit bien que la journée du 27 janvier ait montré les limites de son élargissement. Malgré le soutien de l'opinion, l'implication des salarié(e)s dans les manifestations est restée limitée. Les conditions de l'appel à cette journée et les difficultés à mobiliser pour imposer au gouvernement et au patronat un autre contenu à la loi des 35 heures n'ont pas permis d'en faire un nouveau rendez-vous de convergence chômeurs(ses) et salarié(e)s. Dans cette situation, l'action des chômeurs(ses) se déplace plus vers des actions concrètes et immédiates : aide d'urgence, transports gratuits, arrêts des coupures d'eau et d'électricité. Les objectifs généraux (augmentation de 1500 F des minima sociaux, revenu des jeunes, refonte du système d'indemnisation) sont bien sûr toujours d'actualité, faute de réponse du gouvernement.

Le samedi 7 mars a été retenu comme date de la prochaine manifestation nationale permettant la convergence des actions des chômeurs(ses) et des actions des associations qui luttent sur le terrain de l'exclusion et des droits fondamentaux. Il va y avoir une manifestation centrale à Paris complétée par des manifestations régionales à Marseille, Toulouse et Rennes. L'appel est fait par AC! l'APEIS, la CGT chômeurs(ses) et le MNCP. ■



Ça va péter !

Le 5 mars, le cochon borgne vient faire jouir les quelques petites centaines de ses supporters. On va voir arriver sur notre belle ville rose tout ce que la région compte de mémères apeurées à p'tit chien, de beaufs kronenbourg ventripotents nostalgiques de la coloniale, de p'tits jeunes acnéeux rêvant de se faire du basané à dix contre un et de vieux curés en soutane à l'odeur de pisse et de choux aigre. Le Coquelicot n'aime pas ça. Aussi, est-il allé jeter un coup d'œil sur ce qui se prépare en face... et c'est pas triste.

Le F. Haine tient 10 meetings inter-régionaux pour les élections cantonales. Et il a choisi Toulouse pour sa démonstration de force. Donc un des plus gros meetings du fascisme français se prépare.

Dans la région, ce meeting est annoncé par des réunions locales qui donnent toujours lieu à des ripostes fermes de la population et des maires. Montastruc, Verfeil, Montauban peut-être le 22 février ... À Montastruc, le rassemblement contre la venue du « Magret de connard » a rassemblé trois fois plus de gens que leur petite cinquantaine glapissante.

À Strasbourg et à Grenoble, des manifestations impressionnantes ont montré que l'heure est finie de la résignation devant cette lente montée électorale du F. Haine.

L'enjeu principal de la mobilisation antifasciste toulousaine est de réunir pour la soirée du 5 mars de 10 000 à 20 000 personnes dans la rue, donc bien plus que pour la dernière venue du « Maigre et persillé » à l'Hotel Nazitel des allées Jean-Jaurès.

Pour cela, il faut mobiliser (*ah que ce terme est militaire*) toutes les forces politiques, syndicales et culturelles et faire vibrer tous les réseaux.

Mais réussir cette échéance veut dire aussi rompre avec deux travers bien connus : la division entre « manif-traîne-savate-deux-heures avant-et-à-l'autre-bout-de-la-ville » et « le petit rassemblement des purs et durs qui se battent avec les flics ».

Nous avons vu la dernière fois, (cf. Le Coquelicot n° 11) que la volonté d'un très grand nombre de toulousains de rester sur place, même après quelques lacrymos, témoigne d'une colère de plus en plus massive.

Un collectif s'est donc mis en place qui se réunit toutes les semaines pour préparer cette échéance.

On peut le joindre au 05 61 16 60 08.

Et pour la première fois, depuis bien longtemps, une vraie mobilisation unitaire se met en place pour organiser une riposte de masse. Il faut se gratter pour y croire mais l'UD-CGT s'est unie avec la FSU, l'union syndicale du

groupe des 10, la MNEF, Ras l'front, SOS racisme, le PC, le PS, les Verts, la LCR, la JCR, les JRE, le CRIF, l'UEJF, la LDH, l'Alternative libertaire (*ça c'est nous !*), les Féministes de Inform'elles, Pitchképoi, le Réseau citoyen, (*et plein d'autres dont le claviste ne connaît pas la signification des sigles...*)

Un tract unitaire très clair : « Nous ne pouvons pas tolérer que ce parti fasciste, raciste sexiste et anti-social pavovise dans notre région » est actuellement diffusé massivement dans les entreprises.

Le Coquelicot pense qu'aujourd'hui les organisateurs ont donc un défi bien particulier : réussir un tel rassemblement, s'approcher au plus près du lieu du meeting, l'animer et empêcher qu'il ne dégénère sous la poussée de l'énervement.

Bon courage ! mais... nous arrivons !

(Le mot « énervement » c'est un euphémisme très consensuel... N'est-il pas ?)



Journal de bord d'une « spécialiste du sitting * ».

Une semaine toulousaine dans le mouvement des chômeurs(euses) par notre envoyée spéciale.

*Terme utilisé par le ministre de l'Intérieur d'un gouvernement socialiste !

Rendez-vous au métro Bellefontaine. Il y a le comité de lutte pour l'emploi CGT, AC! le CEPA et d'autres. On fait une incursion dans les locaux de l'ANPE pendant une dizaine de minutes. Discours sur nos revendications... sans gêner la bonne marche de l'agence puis... Départ en fanfare à travers le quartier Bellefontaine-Reynerie. Slogans, appel à la population pour qu'elle nous rejoigne. Arrêts et redéparts. On annonce une marche vers le supermarché Casino. Les flics sont dérouterés.

L'AFPA

Enfin, on arrive à l'AFPA de la Reynerie : occupation des lieux ! Les RG discutent. Un commissaire nous somme de sortir gentiment. Refus. Nous rencontrons des chômeurs et des chômeuses jusque là inconnu(e)s. Une marocaine qui a élevé seule cinq enfants nous dit : « Je suis là pour moi et pour mes enfants. Nous voulons du boulot ! » On renoue avec des copains de lutte que nous n'avions pas revus depuis longtemps, absents pour cause de maladie ou autre... Comment avons-nous fait pour ne pas les accompagner dans leur détresse, leur solitude ? Culpabilité ?

Vers 18h nous ne sommes plus que 20 à 25 décidés à y passer la nuit. La maison des chômeurs TO7 nous fournira le repas du soir. Mais la menace du commissaire se réalise. Entre une douzaine de CRS : « Dehors ! ». - « Pourquoi ? » - « C'est un ordre de la préfecture ! » - « Désobéissez, pour une fois... Ah, vous avez peur de devenir chômeurs ? » - « Dégagez ! ». On traîne un peu la patte. *Mi* sort confortablement dans les bras de 4 CRS, mais la chute sur la dalle n'est pas très douce. Slogans et huées au départ des flics... Les volets métalliques sont abaissés. Et bien demain on ira ailleurs. Les locaux, vides ou occupés ne manquent pas dans Toulouse.

Bureaux EDF-GDF

Une belle bâtisse au bord du boulevard d'Arcole, dans le complexe Compans-Caffarelli. Chômeurs, retraités, salariés occupent. Une délégation va voir le directeur pour discuter des coupures d'électricité que son administration



effectue aux domiciles des chômeurs et des précaires pour factures impayées.

Nous faisons une grande AG dans la salle du rez-de-chaussée, assez houleuse. Les uns veulent rester coûte que coûte, les autres préfèrent partir. Après moult discussions, nous décidons de partir vers 20h car nous ne sommes pas équipés pour la nuit (nous pensions que les CRS viendraient nous déloger comme la veille...).

Il y a beaucoup de discussions entre nous. À un groupe d'étudiants : « Tous les deux ans vous participez à une lutte... ». « Et bien justement cela fait deux ans, ça devrait marcher ce coup ci ».

Vers 20h, nous partons.

La caisse d'allocation familiale d'Empalot

Nous sommes près de 200 sur la place du Salin. Où allons-nous ? Mystère... La CGT quitte le rassemblement. Nous nous engouffrons dans la rue Achille Viadieu. Les flics doivent penser qu'on va occuper la chambre patronale. Les portables crépitent. Mais non, ces satanés manifestants tournent à droite. Allons-nous au conseil régional ? À coups de téléphone, le flic de service ne sait plus où donner de la tête. Le Conseil régional ? Nous passons tranquillement devant. Les grilles sont fermées. Mais alors, où vont-ils ? Voilà qu'ils remontent vers les Récollets... Ah, c'est bien la chambre patronale ! Non ! cette bande de va-nu-pieds s'engouffre

dans l'avenue Jean Moulin. Un groupe bloque l'avenue pour empêcher le passage de la voiture de police... histoire de donner aux copains et copines le temps d'investir la CAF d'Empalot.

Immédiatement, nous tenons une AG dans le jardin car nous sommes trop nombreux pour contenir dans la salle du rez-de-chaussée. Il fait froid mais l'ambiance est plutôt chaude. C'est difficile de faire l'unité dans une telle diversité. Il y a toujours ces petits groupes qui veulent autre chose. Pour eux, occuper la CAF c'est ridicule. Ce n'est pas symbolique. Il faut aller à la chambre patronale ! Ils proposent de se scinder en deux pour occuper les deux lieux. Il y a toujours les « très-révolutionnaires-qui-ont-tout-compris » et les autres qu'ils jugent réactionnaires. « Des vendus, vous dis-je ! » Les grandes gueules se déchaînent. Cela devient lamentable. Des chômeurs n'appartenant à aucun groupe, venus occuper, s'en vont.

Finalement, nous rentrons à l'intérieur et l'AG se calme. Nous décidons de rester. Les associations de quartier sont là, avec nous. Elles regrettent de ne pas avoir été averties plus tôt pour mieux nous accueillir. Elles s'occupent des repas et des boissons. La nuit commence sous de bons augures.

Mais un copain de Sud qui vient d'arriver annonce que les flics arrivent derrière lui. Les occupants installés au premier étage ne veulent pas y croire : « Tu nous racontes des blagues... » « J'veus dis qu'ils montent l'escalier ». « Mais non ! Oh ! les voilà ». Faut dégager et vite...

Un local pour nos colères

17h30. Rendez-vous à Esquirol. Nous démarrons en nous engouffrant dans la rue du Languedoc. Nous sommes très nombreux, antifascistes de Ras l'front, militants du Droit au Logement, chômeurs, salariés et retraités d'Agir ensemble contre le Chômage, au coude à coude. Il s'agit maintenant d'obtenir le local qu'élus, conseillers et autres notables nous refusent depuis plus de 3 ans, malgré nos demandes réitérées.

La surprise est grande quand, après les quelques détours du parcours, nous nous engouffrons par le jardin dans l'ex ANPE de l'avenue de l'URSS. Nous jubilons car le choix ne pouvait être meilleur, ni plus symbolique. Cette ANPE, fermée depuis la mi-décembre, nous la connaissons bien pour y avoir fait le pied de grue, tracts en main. Depuis des années, nous y rencontrions les chômeurs, accrochions nos banderolles. Nous l'avions occupée 24 h, début 96 pour obtenir le droit de réunion et le tableau d'affichage, toujours refusé ! C'est cette ANPE qu'ils ont déménagée dans une lointaine zone industrielle pour mieux dégoûter les sans-emplois... Bref nous y sommes chez nous !

L'occupation a duré deux jours. Le lendemain notre délégation obtenait de la mairie une promesse formelle d'un local dans un délai de 15 jours. Le conseil régional, ne pouvant alors être en reste s'engageait pour aider cette opération. Une souscription lancée par les trois associations permettra, sans aucun doute, de payer un loyer pas trop cher et de faire vivre un lieu de résistance dans la ville rose.

Demain, le mouvement continuera, toujours plus fort, car la lassitude n'est plus de mise chez les exclus. Nous finirons par arracher à ce gouvernement comme aux autres le relèvement des minimas sociaux, la réduction du temps de travail, la création d'emplois socialement utiles... l'abolition du chômage ! ■

Gaby



Toulouse, le 30/11/97

« Vous attendez que les chômeurs crèvent ! »

« Les sanglots longs des violons de l'automne bercent mon cœur d'une langueur monotone »

Tu te méfiais de novembre, tu n'as jamais aimé ce mois. Tu chantais de l'au-delà. Chante encore, mon amour ! Tu vis maintenant dans ton île, ton île aux mimosas, où, déjà, tu es reine. Chante mon ange, chante ! Je t'aime.

Ces vers furent lus par Depardieu pour la chanteuse Barbara. Cela m'a vraiment impressionné. Les mots assemblés ici ont une résonance. Ils me font vibrer intérieurement.

Je voulais te parler de tout autre chose mais la disparition de Barbara, c'est peut-être ce qui m'a marqué le plus ce mois de novembre 1997. Surtout cette oraison funèbre, mélancolique, puissante.

Mais pour TO7, les repas-débats sont un moment important, surtout pour les chômeurs(ses). Le dernier sur la santé et la précarité me parut peut-être trop court. Il aurait pu se prolonger jusqu'à 15 ou 16 h. Mais aussi j'hésitais à évoquer certains aspects du problème. Certains problèmes extrêmes furent abordés : le sida, la pédophilie. Mais heureusement des problèmes plus ordinaires furent évoqués : les soins dentaires, l'alcoolisme.

Il était important, à mon avis, de réfléchir à des problèmes qui touchent beaucoup de chômeurs et chômeuses. Mais un problème que j'aurais pu aborder est celui de l'instabilité psychique d'un chômeur. Pour ne parler que de moi, je me suis aperçu que ce chômage me fait devenir agressif ou dérisoire ou replié sur moi-même... Et cela suivant les moments. Je veux dire que le chômage induit sur le psychisme des fortes réactions. Et je me rends compte que je ne suis pas le seul chômeur à avoir ces réactions.

L'une des réactions les plus violentes que j'ai eue, s'est passée à la sécurité sociale ! Ils me menaçaient de ne plus m'assurer, ils m'énermaient par des tracasseries administratives, alors, j'ai crié ma haine et mon dégoût : « Alors, vous attendez que les chômeurs crèvent ! »

Je n'ai pas utilisé la violence physique mais quelquefois, les mots sont cent fois plus puissants que les gestes. L'employée de la sécu qui entendit cela, fut très surprise. Cela ne m'a pas nui personnelle-

ment et quelques mois plus tard l'affaire était résolue.

Comment un chômeur peut-il être patient pendant six ou dix mois ? Il ne reçoit que des réponses négatives aux offres d'emplois. On lui dit que la situation est bloquée mais que cela va bientôt se débloquer.

Alors, en attendant le chômeur fume, boit, tourne en rond, stresse, déprime, capitule, essaie de remonter à la surface de l'eau, replonge, devient négligeant pour lui-même (hygiène, relations amicales interrompues...). Le chômeur devient instable physiquement et psychologiquement.

J'hésitais à évoquer certains aspects de la précarité et de la santé. Mais tu peux remarquer que même si je ne suis pas intervenu lors du débat, cela m'a fait réfléchir. Tu pourrais dire que je suis lent. Mais pour moi, il n'est pas évident de discuter de certains problèmes en public et rapidement. C'est aussi une certaine forme de réserve. Quelle image je donne à ceux qui me voient ? D'abord, ils voient mes défauts, mes qualités ou les deux (défauts et qualités).

Il est très facile d'humilier un chômeur. Si je suis face à quelqu'un d'intransigent, il ne tardera pas à trouver un point faible. Moi, je ne demande pas l'impossible. Je veux le respect, la dignité, le droit, le devoir, le travail.

François le scribouillard



Tiré (avec l'aimable autorisation) du Sept, n° 66 de janvier 98, le journal de TO7.

TO7, 4, bis che. Cambert, 31100 Toulouse, organise des repas-débats tous les jeudis à 11h45 sur différents sujets.

On peut les contacter au 05 61 44 27 74 ou au 05 61 40 97 05

Les Pierres Enchantées

C'est dans le cadre d'un stage d'insertion professionnelle qu'une quinzaine de jeunes de dix-huit à vingt cinq ans en situation de chômage et donc bien souvent en galère, ont monté, avec l'aide de trois comédiens du Lazzi Théâtre, deux spectacles de Commedia dell'Arte. L'aventure dura quelques mois mais les liens créés lors de cette expérience vont bien au-delà du temps imparti.



Quelques mois, pourtant précédés de deux années de péripéties quant à la mise en place du projet, de réunions préparatoires en longs silences suspects, qui nous laissaient croire, que rien n'aboutirait. Quelques mois, où il a fallu aussi réduire nos ambitions, faute de moyens et de temps, convaincre les financeurs de l'utilité d'un tel projet où était mis en avant tout d'abord la nécessité pour ces jeunes de se retrouver, par choix, autour d'un travail commun, d'une idée collective et de reprendre ainsi peu à peu confiance en eux. Quelques mois, pendant lesquels l'équipe d'éducateurs et de comédiens a pu mettre en œuvre des pédagogies les plus ouvertes et responsabilisantes possibles... et se retrouver, bien entendu, face aux éternelles contradictions entre le monde tel que nous le voulons et le rêvons encore et toujours, et la réalité telle qu'elle nous apparaît aussi, profondément injuste et cynique et qui n'hésite pas à exclure - par choix de société - jusqu'à « sa » jeunesse de son système économique et si peu social.

Acte I - Eloge de la folie

Où l'on découvre, derrière l'écran, la scène d'un vieux cinéma de quartier, accueillant et

rassurant, à l'abri de la vieille ville assiégée par les temples de l'éphémère que sont les supermarchés et saturée de rocade imbéciles. La scène est ce terrain d'aventure qu'il convient d'habiter en apprivoisant sa propre peur. Propulsés et refoulés dans les coulisses d'un monde qui tourne mal et trop vite, les jeunes, durant les premiers jours du stage n'osent pas, pour la plupart d'entre eux, ne serait-ce que monter sur scène.

Alors, face à eux, scotchés et enfouis dans les épais fauteuils rouges qui sommeillent, nous commençons, après une brève présentation mutuelle, à occuper l'espace scénique en leur présentant des extraits de nos spectacles. Apparaissent alors dans le fracas des voix et des épées, moults personnages aux attitudes outrées, propulsés depuis le Moyen-Âge ou l'époque Viking, tous plus affreux, sales et méchants ; gueux et zonards de la cour des miracles aux trognes caricaturales ; chevaliers et notables masqués, féroces et ridicules, imbus de leurs petits pouvoirs... qui nous laissent tous chaque jour où nous jouons, épuisés mais heureux.

Les réactions de quinze paires d'yeux affolés sont alors discrètes mais très expressives, les regards convergent et les doigts martèlent les

tempes : pour tous, il est clair que les trois types qui se démènent sur scène sont des fous furieux et qu'il convient dès lors de se tirer au plus vite.

Première réaction unanime et collective, fédératrice qui nous incite alors à expliquer, détailler, reformuler, susciter des discussions quant aux raisons de notre présence et à la poursuite de nos objectifs : transmettre le désir, ce virus de la vie qui pousse à la contagion. Et petit à petit, là aussi, la parole se délie.

Acte II - Discours sur la méthode

« Il ne s'agit pas de faire de vous des comédiens à tout prix... si à l'issue de cette expérience, certains d'entre vous émettent le désir de continuer à faire du théâtre, nous les conseillons. Mais en l'occurrence, il s'agit pour le moment de nous confronter sur cette scène, d'y suer, de s'y découvrir, de s'y interroger mais aussi d'y prendre plaisir ensemble en dépassant nos peurs : parce que, nous aussi, nous avons un sacré trac... et nous utiliserons toutes ces forces et ces difficultés pour réussir ! »

C'est après avoir tenu, à peu près en ces termes, ce genre de propos que la glace s'est alors quelque peu rompue entre « formateurs et formés » : les passagers de cet étrange voyage décidèrent alors de fouler le sol magique et sur proposition de nos trois comédiens - dont votre narrateur - il y eut enfin les premières joutes scéniques.

Acte III - ...de la difficulté d'exister sur scène comme dans la vie !

Mais combien il semble impossible d'exprimer une palette de sentiments réels qui soient variés et justes, de se lancer dans ces apprentissages ludiques d'équilibristes de l'émotion quand nous nous sentons si souvent coupables de vivre, perdus dans l'univers, si seuls et si nombreux.

Combien il est difficile d'être ponctuel, d'être concentré quand on n'a pas mangé comme on devrait manger à vingt ans, quand on se demande où l'on va dormir le soir-même, quand les mauvais souvenirs rejaillissent du

Acteal

Chronique d'un massacre annoncé.

passé si récent... quand les barreaux des prisons constituent le décor présent.

Combien il est délicat de désapprendre le rapport de forces permanent quand il faut aller au contact en se faisant violence sans se faire mal ni faire mal à l'autre.

Et combien pourtant, il est agréable, à l'usage, de prendre le temps de ressentir, de se donner le droit à l'erreur sans être immédiatement jugé et condamné, d'apprendre à se respecter, à s'écouter jusque dans ses absences, de s'inventer des personnages fictifs que l'on puise en soi : où l'on met en scène ses propres idées noires transposées que l'on n'approche jamais autant que quand on s'offre la distance du jeu. La Commedia dell'Arte, bel outil dans nos mains, révèle des zones d'ombre alors mises en lumière et permet « de voir les choses non pas comme elles sont, mais de les voir comme nous sommes ».

Epilogue

Et pour nous comédiens, formateurs, militants par ailleurs, pas de grands discours ni de grand soir, juste des petits matins fatigués où il a fallu sans cesse recommencer. Il y eut des heurts, des insultes, des renoncements et des ralliements, des écœurements et des renaissances. Et au final, quand le rideau s'est ouvert, deux spectacles *La Pierre Enchantée* et *L'esclave et le chevalier* que quinze jeunes se sont appropriés avec succès.

Bien sûr, nous n'avons pas réduit le chômage, ni jugulé la fracture sociale.

Bien sûr, nous n'avons rien réglé.

Bien sûr, nous n'avons pas le pouvoir.

Mais chacun de nous est reparti, un peu d'expérience en plus, avec l'idée que les pierres les plus figées, en se mouvant deviennent vite enchantées. ■

Patrick

Le 22 décembre 1997, entre 10h et 17h, quelques 60 membres d'un groupe armé ont tué 45 indiens Tzotzils dans le village d'Acteal, municipalité de Chenalho, au Chiapas. Les assaillants, vêtus d'uniformes noirs et bleus, étaient armés de fusils d'assaut R.15 et AK.47. Les victimes de sexe féminin sont au nombre de 34 dont 20 adultes et 14 mineures. 4 des femmes tuées étaient enceintes. Les victimes de sexe masculin sont au nombre de 11 dont 7 adultes et 4 mineurs. Un bébé de 2 mois figure parmi les victimes.

On reconnaît l'élégance et la délicatesse d'une prose officielle. Il s'agit d'un extrait d'un rapport des services du ministère de la justice mexicain, en date du 15 janvier 1998.

Le massacre était prévisible, sinon programmé, dans le cadre de la « guerre de basse intensité » que mène le gouvernement mexicain contre les communautés indiennes rebelles du Chiapas (« la guerra sucia del mal gobierno »).

Des militaires formés au Guatemala et aux USA appliquent les vieilles méthodes de luttes anti-subversives. Dans un premier temps, l'armée qui ne peut plus utiliser les armes officiellement depuis les accords du 12 janvier 94, avec les zapatistes, crée des groupes paramilitaires en s'appuyant sur les gardes blanches des grands propriétaires fonciers, sur les hommes de main du PRI, le parti au pouvoir depuis 70 ans et en utilisant la pauvreté et le manque de terre disponible des communautés indiennes. Ces groupes font régner l'insécurité dans les zones où ils interviennent. Ils menacent, pillent, violent et assassinent. Dans la région des Hauts Plateaux (Los Altos), au centre du Chiapas, des milliers de paysans ont du fuir les exactions de ces milices et abandonner leurs maisons et leurs

terres. Ils se sont regroupés dans des secteurs plus sûrs. C'est dans un de ces villages de réfugiés, près de Chenalho, que s'est déroulé le massacre d'Acteal : des femmes et des enfants abattus alors qu'ils s'étaient réunis dans l'église pour prier dans l'espoir d'être épargnés.

Dans un deuxième temps, l'armée et la police, qui ont laissé faire les tueurs, n'ont plus alors qu'à intervenir sous prétexte de rétablir l'ordre et d'aider les communautés indiennes qui refusent cette « aide ». Le « travail social » de l'armée, ce sont vraiment les termes utilisés, consiste à tout faire afin que la lutte pour une vie digne et juste dégénère en guerre des pauvres contre les pauvres. Il y a déjà de 40 à 60 000 soldats au Chiapas.

En fait, ce massacre avait sans doute plusieurs objectifs : provoquer les zapatistes, punir leurs bases d'appui, les communautés qui les soutiennent, aggraver et exploiter les contradictions entre des paysans qui manquent de tout et en particulier de terres dans une des régions les plus ingrates du Chiapas et les « caciques » locaux. Les représentants du parti au pouvoir ne pouvaient et ne peuvent supporter la création de « municipalités autonomes » légitimées par la population.

Des accords passés entre l'EZLN (les zapatistes) et le gouvernement mexicain prévoient la mise en place d'une autonomie des communautés indiennes. Le gouvernement refuse d'appliquer ces accords (les accords de San Andres) qu'il a pourtant signés, mais les paysans indiens, eux, les mettent en pratique, ils organisent des municipalités autonomes, comme à Cenalho. C'est une question de respect.

Dès la nouvelle du massacre connue, les protestations aussi bien au Mexique que dans le monde entier (manifestation de 300 000 personnes à Mexico, 200 à Toulouse...) ont contraint le gouvernement de Zedillo, l'actuel président du Mexique, à reconnaître les faits et l'implication de son propre parti dans cette tuerie. C'est que le Mexique est en train de négocier des accords commerciaux avec l'Union européenne, il faut faire bonne figure, en particulier sur le chapitre des droits de l'homme.

Le réseau de soutien à la rébellion zapatiste a décidé d'envoyer une commission d'enquête sur les lieux du conflit du 16 au 26 février 1998, en accord avec des ONG au Mexique. C'est une commission de la société civile, pluraliste. Deux militants de Toulouse en feront partie.

« Que l'indignation ne connaisse pas de repos ». ■

Alain



Les Pierres Enchantées

C'est dans le cadre d'un stage d'insertion professionnelle qu'une quinzaine de jeunes de dix-huit à vingt cinq ans en situation de chômage et donc bien souvent en galère, ont monté, avec l'aide de trois comédiens du Lazzi Théâtre, deux spectacles de Commedia dell'Arte. L'aventure dura quelques mois mais les liens créés lors de cette expérience vont bien au-delà du temps imparti.



Quelques mois, pourtant précédés de deux années de péripéties quant à la mise en place du projet, de réunions préparatoires en longs silences suspects, qui nous laissaient croire, que rien n'aboutirait. Quelques mois, où il a fallu aussi réduire nos ambitions, faute de moyens et de temps, convaincre les financeurs de l'utilité d'un tel projet où était mis en avant tout d'abord la nécessité pour ces jeunes de se retrouver, par choix, autour d'un travail commun, d'une idée collective et de reprendre ainsi peu à peu confiance en eux. Quelques mois, pendant lesquels l'équipe d'éducateurs et de comédiens a pu mettre en œuvre des pédagogies les plus ouvertes et responsabilisantes possibles... et se retrouver, bien entendu, face aux éternelles contradictions entre le monde tel que nous le voulons et le rêvons encore et toujours, et la réalité telle qu'elle nous apparaît aussi, profondément injuste et cynique et qui n'hésite pas à exclure - par choix de société - jusqu'à « sa » jeunesse de son système économique et si peu social.

Acte I - Eloge de la folie

Où l'on découvre, derrière l'écran, la scène d'un vieux cinéma de quartier, accueillant et

rassurant, à l'abri de la vieille ville assiégée par les temples de l'éphémère que sont les supermarchés et saturée de rocadés imbéciles. La scène est ce terrain d'aventure qu'il convient d'habiter en apprivoisant sa propre peur. Propulsés et refoulés dans les coulisses d'un monde qui tourne mal et trop vite, les jeunes, durant les premiers jours du stage n'osent pas, pour la plupart d'entre eux, ne serait-ce que monter sur scène.

Alors, face à eux, scotchés et enfouis dans les épais fauteuils rouges qui sommeillent, nous commençons, après une brève présentation mutuelle, à occuper l'espace scénique en leur présentant des extraits de nos spectacles. Apparaissent alors dans le fracas des voix et des épées, moults personnages aux attitudes outrées, propulsés depuis le Moyen-Âge ou l'époque Viking, tous plus affreux, sales et méchants ; gueux et zonards de la cour des miracles aux trognes caricaturales ; chevaliers et notables masqués, féroces et ridicules, imbus de leurs petits pouvoirs... qui nous laissent tous chaque jour où nous jouons, épuisés mais heureux.

Les réactions de quinze paires d'yeux affolés sont alors discrètes mais très expressives, les regards convergent et les doigts martèlent les

tempes : pour tous, il est clair que les trois types qui se démènent sur scène sont des fous furieux et qu'il convient dès lors de se tirer au plus vite.

Première réaction unanime et collective, fédératrice qui nous incite alors à expliquer, détailler, reformuler, susciter des discussions quant aux raisons de notre présence et à la poursuite de nos objectifs : transmettre le désir, ce virus de la vie qui pousse à la contagion. Et petit à petit, là aussi, la parole se délie.

Acte II -

Discours sur la méthode

« Il ne s'agit pas de faire de vous des comédiens à tout prix... si à l'issue de cette expérience, certains d'entre vous émettent le désir de continuer à faire du théâtre, nous les conseillerons. Mais en l'occurrence, il s'agit pour le moment de nous confronter sur cette scène, d'y suer, de s'y découvrir, de s'y interroger mais aussi d'y prendre plaisir ensemble en dépassant nos peurs : parce que, nous aussi, nous avons un sacré trac... et nous utiliserons toutes ces forces et ces difficultés pour réussir ! »

C'est après avoir tenu, à peu près en ces termes, ce genre de propos que la glace s'est alors quelque peu rompue entre « formateurs et formés » : les passagers de cet étrange voyage décidèrent alors de fouler le sol magique et sur proposition de nos trois comédiens - dont votre narrateur - il y eut enfin les premières joutes scéniques.

Acte III -

...de la difficulté d'exister sur scène comme dans la vie !

Mais combien il semble impossible d'exprimer une palette de sentiments réels qui soient variés et justes, de se lancer dans ces apprentissages ludiques d'équilibristes de l'émotion quand nous nous sentons si souvent coupables de vivre, perdus dans l'univers, si seuls et si nombreux.

Combien il est difficile d'être ponctuel, d'être concentré quand on n'a pas mangé comme on devrait manger à vingt ans, quand on se demande où l'on va dormir le soir-même, quand les mauvais souvenirs rejaillissent du

Acteal

Chronique d'un massacre annoncé.

passé si récent... quand les barreaux des prisons constituent le décor présent.

Combien il est délicat de désapprendre le rapport de forces permanent quand il faut aller au contact en se faisant violence sans se faire mal ni faire mal à l'autre.

Et combien pourtant, il est agréable, à l'usage, de prendre le temps de ressentir, de se donner le droit à l'erreur sans être immédiatement jugé et condamné, d'apprendre à se respecter, à s'écouter jusque dans ses absences, de s'inventer des personnages fictifs que l'on puise en soi : où l'on met en scène ses propres idées noires transposées que l'on n'approche jamais autant que quand on s'offre la distance du jeu. La Commedia dell'Arte, bel outil dans nos mains, révèle des zones d'ombre alors mises en lumière et permet « de voir les choses non pas comme elles sont, mais de les voir comme nous sommes ».

Epilogue

Et pour nous comédiens, formateurs, militants par ailleurs, pas de grands discours ni de grand soir, juste des petits matins fatigués où il a fallu sans cesse recommencer. Il y eut des heurts, des insultes, des renoncements et des ralliements, des écœurements et des renaissances. Et au final, quand le rideau s'est ouvert, deux spectacles *La Pierre Enchantée* et *L'esclave et le chevalier* que quinze jeunes se sont appropriés avec succès.

Bien sûr, nous n'avons pas réduit le chômage, ni jugulé la fracture sociale.

Bien sûr, nous n'avons rien réglé.

Bien sûr, nous n'avons pas le pouvoir.

Mais chacun de nous est reparti, un peu d'expérience en plus, avec l'idée que les pierres les plus figées, en se mouvant deviennent vite enchantées. ■

Patrick

Le 22 décembre 1997, entre 10h et 17h, quelques soixante membres d'un groupe armé ont tué 45 indiens Tzotzils dans le village d'Acteal, municipalité de Chenalho, au Chiapas. Les assaillants, vêtus d'uniformes noirs et bleus, étaient armés de fusils d'assaut R.15 et AK.47. Les victimes de sexe féminin sont au nombre de 34 dont 20 adultes et 14 mineurs. 4 des femmes tuées étaient enceintes. Les victimes de sexe masculin sont au nombre de 11 dont 7 adultes et 4 mineurs. Un bébé de 2 mois figure parmi les victimes.

On reconnaît l'élégance et la délicatesse d'une prose officielle. Il s'agit d'un extrait d'un rapport des services du ministère de la justice mexicain, en date du 15 janvier 1998.

Le massacre était prévisible, sinon programmé, dans le cadre de la « guerre de basse intensité » que mène le gouvernement mexicain contre les communautés indiennes rebelles du Chiapas (« la guerra sucia del mal gobierno »).

Des militaires formés au Guatemala et aux USA appliquent les vieilles méthodes de luttes anti-subversives. Dans un premier temps, l'armée qui ne peut plus utiliser les armes officiellement depuis les accords du 12 janvier 94, avec les zapatistes, crée des groupes paramilitaires en s'appuyant sur les gardes blanches des grands propriétaires fonciers, sur les hommes de main du PRI, le parti au pouvoir depuis 70 ans et en utilisant la pauvreté et le manque de terre disponible des communautés indiennes. Ces groupes font régner l'insécurité dans les zones où ils interviennent. Ils menacent, pillent, violent et assassinent. Dans la région des Hauts Plateaux (Los Altos), au centre du Chiapas, des milliers de paysans ont du fuir les exactions de ces milices et abandonner leurs maisons et leurs

terres. Ils se sont regroupés dans des secteurs plus sûrs. C'est dans un de ces villages de réfugiés, près de Chenalho, que s'est déroulé le massacre d'Acteal : des femmes et des enfants abattus alors qu'ils s'étaient réunis dans l'église pour prier dans l'espoir d'être épargnés.

Dans un deuxième temps, l'armée et la police, qui ont laissé faire les tueurs, n'ont plus alors qu'à intervenir sous prétexte de rétablir l'ordre et d'aider les communautés indiennes qui refusent cette « aide ». Le « travail social » de l'armée, ce sont vraiment les termes utilisés, consiste à tout faire afin que la lutte pour une vie digne et juste dégénère en guerre des pauvres contre les pauvres. Il y a déjà de 40 à 60 000 soldats au Chiapas.

En fait, ce massacre avait sans doute plusieurs objectifs : provoquer les zapatistes, punir leurs bases d'appui, les communautés qui les soutiennent, aggraver et exploiter les contradictions entre des paysans qui manquent de tout et en particulier de terres dans une des régions les plus ingrates du Chiapas et les « caciques » locaux. Les représentants du parti au pouvoir ne pouvaient et ne peuvent supporter la création de « municipalités autonomes » légitimées par la population.

Des accords passés entre l'EZLN (les zapatistes) et le gouvernement mexicain prévoient la mise en place d'une autonomie des communautés indiennes. Le gouvernement refuse d'appliquer ces accords (les accords de San Andres) qu'il a pourtant signés, mais les paysans indiens, eux, les mettent en pratique, ils organisent des municipalités autonomes, comme à Cenalho. C'est une question de respect.

Dès la nouvelle du massacre connue, les protestations aussi bien au Mexique que dans le monde entier (manifestation de 300 000 personnes à Mexico, 200 à Toulouse...) ont contraint le gouvernement de Zedillo, l'actuel président du Mexique, à reconnaître les faits et l'implication de son propre parti dans cette tuerie. C'est que le Mexique est en train de négocier des accords commerciaux avec l'Union européenne, il faut faire bonne figure, en particulier sur le chapitre des droits de l'homme.

Le réseau de soutien à la rébellion zapatiste a décidé d'envoyer une commission d'enquête sur les lieux du conflit du 16 au 26 février 1998, en accord avec des ONG au Mexique. C'est une commission de la société civile, pluraliste. Deux militants de Toulouse en feront partie.

« Que l'indignation ne connaisse pas de repos ». ■

Alain







Le livre noir du communisme (d'État)

Je l'ai lu ! J'ai lu surtout la contribution de Nicolas Werth sur l'URSS, et dans cette partie, avec la plus grande impatience, les chapitres sur les années léninistes. Avant toute chose, il me faut crier mon indignation devant la terreur rouge qui fit autant de victimes. J'ai lu ce livre avec épouvante et m'indignerais de voir une critique froide, calculatrice, manichéenne devant un telle montagne d'horreur.

En dissolvant l'Assemblée constituante, en fermant les soviets où les bolcheviques n'étaient pas majoritaires, en vidant de son sens toute représentation des conseils, en interdisant la presse de l'opposition, des SR (Socialistes Révolutionnaires : courant populiste russe du XIX^e siècle) et des anarchistes, le parti a pris le pouvoir et ne l'a plus jamais lâché. Ce que Bakounine avait prédit dès 1873 : « *Les marxistes prétendent que seule la dictature, bien entendu la leur, peut créer la liberté du peuple ; à cela nous répondrons qu'aucune dictature ne peut avoir d'autre fin que de durer le plus longtemps possible et qu'elle est seulement capable d'engendrer l'esclavage dans le peuple qui la subit et d'éduquer ce dernier dans cet esclavage* », Lénine l'a fait dès octobre 1917. Ce fut la dictature du parti sur le peuple, du comité central sur le parti, puis du guide sur le comité central !

Tueries

En instaurant la terreur policière pour mater la « contre-révolution » Lénine a installé une police politique, la Tcheka, qui a immédiatement arrêté tous les opposants, anarchistes en premier lieu, et ce dès avril 1918.

« *Dans moins d'un mois la terreur va prendre des formes très violentes, à l'instar de ce qui s'est passé lors de la Grande Révolution française. Ce ne sera plus seulement la prison mais la guillotine, cette remarquable invention de la Grande Révolution française, qui a pour avantage reconnu celui de raccourcir un homme d'une tête, qui sera prête pour nos ennemis* ». Lénine.

Cela n'a pas tardé puisque : « *La Tcheka lança sa première opération d'envergure dans la nuit du 11 au 12 avril 1918 : plus de 1 000 hommes de ces troupes spéciales prirent d'assaut à Moscou une vingtaine de maisons tenues par des anarchistes. À l'issue de plusieurs heures d'un combat acharné, 520 anarchistes furent arrêtés et 25 d'entre eux furent sommairement exécutés comme bandits une dénomination qui, dès lors allait servir à désigner ouvriers en grève, déserteurs fuyant la conscription ou paysans insurgés contre les réquisitions* ».

Après les anarchistes ce furent les menchéviques en août 1918... les SR de gauche en février 1919... et ainsi de suite.

« *À quoi bon un commissariat du peuple à la justice ? demande Steinberg à Lénine. Autant l'appeler commissariat du peuple à l'extermination sociale et la cause est entendue ! Excellente idée, répond Lénine. C'est exactement comme cela que je vois la chose. Malheureusement on ne peut pas l'appeler ainsi* ».



Nestor Makhno

Famine...

En s'en prenant aux paysans avec une telle haine, le régime issu d'octobre 1917, a sciemment organisé la famine de 1920-21.

Parmi les mesures prophylactiques, la prise d'otages : « *Dans chaque district producteur de céréales, 25 otages désignés parmi les habitants les plus aisés répondront de leur vie pour la non-réalisation du plan de réquisition* », dit Lénine.

« *Les masses bestiales ne peuvent être matées que par la force, par ce balai de fer qu'évoque Trotsky pour caractériser de manière imagée la répression qu'il convient de mener afin de nettoyer l'Ukraine des bandes de bandits dirigées par Nestor Makhno et d'autres chefs paysans* ».

« *La ration de pain doit être réduite pour ceux qui ne travaillent pas dans le secteur des transports, aujourd'hui décisifs, et augmentée pour ceux qui y travaillent, écrit le 1^{er} février 1920 Lénine à Trotsky. Que des milliers de gens périssent si nécessaire, mais le pays doit être sauvé* ».

« *C'est la politique des réquisitions qui a ponctionné une agriculture déjà très fragile. Les dirigeants des provinces touchées par la famine, convoqués à Moscou en juin 1921 soulignèrent unanimement les responsabilités du gouvernement, et en particulier du tout-puissant commissariat du peuple à l'approvisionnement, dans l'extension et l'aggravation de la famine* ».

Déportations...

Les déportations de populations commencent, sous Lénine, en 1920 par la décosaquisition (destructions des bourgs cosaques et déportation des survivants, vers le Nord). En ouvrant des 1922 les premiers camps dans le grand Nord, le goulag se met en place.

« *Outre le système des otages, les dirigeants bolchéviques expérimentèrent en août 1918 un autre instru-*

ment de répression, apparu dans la Russie en guerre : le camp de concentration.

Répression...

En ôtant tout moyen de protestation et d'organisation à la classe ouvrière, le parti bolchévique a réduit celle-ci en esclavage. « *La meilleure place pour un gréviste, ce moustique jaune et nuisible, c'est le camp de concentration* » (Pravda du 12 février 1920).

« *On me dit que les ouvriers d'Ijevsk sont aussi dans le coup. Je suis étonné que vous vous en accommodiez et que vous ne procédiez pas à des exécutions massives pour sabotage, dit Lénine. Les bolchéviques ont interdit le droit de grève et pris le contrôle des syndicats.*

Le 10 mars 1919, l'assemblée générale des ouvriers des usines Poutilov en présence de dix mille participants adopta une proclamation condamnant solennellement les bolchéviques : « *Ce gouvernement n'est que la dictature du comité central du Parti communiste qui gouverne avec l'aide de la Tcheka et des tribunaux révolutionnaires. Bilan de la répression qui suivit : 200 grévistes furent exécutés sans jugement après l'assaut de la Tcheka.*

En 1921, la mutinerie des marins de Kronstadt relance la revendication formulée par la majorité des citoyens : « *réflexion des soviets au scrutin secret, après débats et élections libres, liberté de parole et de presse, - il était néanmoins précisé en faveur des ouvriers, des paysans, des anarchistes et partis socialistes de gauche - égalité du rationnement pour tous et libération de tous les détenus politiques membres des partis socialistes, de tous les ouvriers, paysans, soldats, matelots emprisonnés en raison de leurs activités dans des mouvements ouvriers et paysans* ». Dix jours plus tard, Kronstadt tombait au prix de milliers de morts de part et d'autre. « *La répression de l'insurrection fut impitoyable. Les archives récemment publiées font état pour les mois d'avril-juin 1921 de 2103 condamnés à mort et 6 459 condamnations à des peines de prison ou de camp* ».

...Amènent au stalinisme.

Le léninisme a vidé de son sens les soviets, tout en gardant le nom de soviétique. Il a tourné le dos aux espoirs que le mot de communisme pouvait porter, et a instauré une dictature dont le stalinisme a été la continuité (en plus paranoïaque) et non la rupture... Avec le stali-



nisme c'est l'évidente nécessité économique des camps remplis selon des normes établies à l'avance. Les camps sont installés à proximité des zones industrielles, des mines ou des grands travaux. On y puise là autant d'esclaves qu'on en a besoin. *Tant pis s'il faut pour cela condamner à 10 ans de prison deux adolescents qui ont volé un concombre parce qu'ils avaient faim.*

Mais le stalinisme a été beaucoup plus analysé et dénoncé dans de nombreux ouvrages.

Ceci dit

Et il fallait le dire, c'est vrai que ce livre fonctionne avec un parti pris d'absence. On ne comprend pas, en le lisant, comment un tel régime a pu s'imposer et perdurer. Le communisme semble ne reposer que sur la terreur. Il n'y a pas un mot sur l'élan révolutionnaire des masses qui ont voulu ce bouleversement et l'ont soutenu. Il n'y a pas ou presque pas d'allusion à la guerre, aux armées blanches et aux corps expéditionnaires étrangers. Il y eut aussi face à la terreur rouge une autre terreur : la terreur blanche. Cette absence de mise en perspective la place hors de l'histoire. Je ne parle là que des années 1917-1924 en Russie et pas des autres parties du livre où ce défaut est encore plus marqué (jusqu'à en être comique comme dans la partie consacrée à Cuba).

Quand Werth parle du tsarisme, c'est juste pour comparer le nombre de déportations ou le nombre de morts de faim, pas pour situer les conditions sociales politiques et économiques qui expliquent l'arrivée des bolchéviques. Il n'y a pas non plus la mention de l'espoir d'internationalisation du conflit révolutionnaire qu'espéraient les bolchéviques. Ceux-ci sont présentés de façon monolithique. On ne peut pas comprendre les choix opérés si l'on ne connaît pas les lignes politiques qui les traversaient à ce moment-là. Ces absences confinent au mensonge et finissent par jeter sur les chiffres et les faits un discrédit.

Pourquoi maintenant ?

Ce système s'est presque partout effondré et ne survit, misérablement, à Cuba par exemple, qu'en tournant le dos à tous ses principes, (bonjour la visite du pape !). Le capitalisme s'est mondialisé. À quoi sert un tel livre maintenant ? Certes, il y a l'ouverture des archives qui rendent possible aujourd'hui un travail d'historien très difficile auparavant, puisqu'il s'agissait d'une réalité cachée par la propagande. Certes, il y a le travail de deuil des intellectuels français qui ont beaucoup donné à la cause (du peuple) et se sentent maintenant un peu merdeux. Certes, il y a aussi l'incapacité du monde intellectuel « matérialiste » d'aujourd'hui à comprendre les utopies (selon eux toutes totalitaires) du passé. Mais la vraie raison de cette parution me paraît plutôt être du domaine politique.

Il faut diaboliser le communisme jusqu'à le comparer au nazisme, jusqu'à proposer (avec le Pen) un Nuremberg du communisme pour empêcher toute renaissance d'une utopie révolutionnaire dans un univers aussi totalement immonde que le nôtre. Il faut le diaboliser en omettant de noter la confusion entre communisme comme idée de transformation du monde et communisme comme gestion du pouvoir d'État.

La critique

Je trouve toutefois que la critique se fourvoie quand elle use trop de la comparaison avec le capitalisme, (cf. l'article de G.Perrault dans le Diplo de décembre). Ce n'est pas parce que celui-ci tue, blesse, emprisonne, humilie tous les jours des milliers de victimes que le Communisme d'État doit être défendu ou du moins excusé. Pour nous, libertaires, l'un n'était que le miroir de l'autre. Nous voulons autre chose.

Daniel Bensaïd, de la LCR, dans son *Communisme contre stalinisme* essaie toujours de séparer la période révolutionnaire de Lénine des

crimes de son successeur. C'est un combat valeureux mais inutile (et qui se fait descendre par les auteurs du bouquin au nom des réalités historiques). Le débat organisé par la LCR toulousaine avec Michel Krivine n'a pas permis, à mon avis, d'éclaircir ce point de la date de la transformation du bon Lénine en méchant Staline. Mais les camarades de la LCR semblent tourner le dos aux mythes héroïques et aux images d'Épinal de la Révolution de 17, et c'est bien. En posant la question du contre-pouvoir et du contrôle des travailleurs sur les formes d'organisation sociale, quelles qu'elles soient, de la société socialiste, ils posent le problème d'une façon bien plus pertinente que le léninisme auquel ils continuent de se référer.

Nous le savions déjà !

Et pourtant, tout ce qui est écrit dans ce livre nous était connu. Non pas parce que nous sommes des historiens particulièrement documentés mais parce que nous sommes des libertaires et que nos petites brochures poussiéreuses des années 20 disaient tout ce que les archives ouvertes récemment ne font que confirmer. D'Emma Goldman à Victor Serge, de Ante Ciliga à Voline, toutes ces mémoires d'exclus nous étaient parvenues. Le livre de Margarete Buber-Neuman *Déportée en Sibirie* nous avait appris que Staline avait livré à Hitler les antifascistes allemands qu'il détenait. La réédition du livre de Nina Berberova *L'Affaire Kravtchenko* montre bien que les plus graves accusations contre le régime soviétique étaient vraies il y a déjà 50 ans !

Notre courant politique a payé suffisamment lourd le poids du communisme d'État, de ses castes et de sa bureaucratie pour n'avoir rien à craindre de la divulgation de ses crimes. Pourtant nous ne confondons pas le communisme qui a représenté l'espoir pour beaucoup de travailleurs exploités par le capitalisme, dans le monde entier, et le communisme d'État, dictature du parti sur le peuple. ■

Caillouvitche



Bibliographie :

- Emma Goldman, *Épopée d'une anarchiste*
- Voline, *La Révolution inconnue*, réédité aux éditions Verticales.
- Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Le Seuil 1951
- Ante Ciliga, *Dix ans au pays du mensonge déconcertant.*

La CNT, revendicative ou révolutionnaire ?

Troisième partie du texte de Felepe Otero paru dans « Cuadernos de Ruedo Iberico ». Le secteur majoritaire avait comme mot d'ordre gagner la guerre d'abord pour faire la révolution après, mais quelle révolution ?

Tout au long de la guerre, le secteur majoritaire (la fraction hégémonique du PSOE, les groupes républicains bourgeois espagnols et catalans, les nationalistes basques et le PCE) se comporta comme s'il craignait plus profondément la victoire, qui était la porte ouverte à un processus de transformation des structures socio-économique espagnoles, que la défaite elle-même.

LA CNT ET LA GUERRE CIVILE

La victoire n'était possible qu'à court terme. Elle exigeait la mobilisation de toutes les ressources humaines du peuple et, en particulier, des tonnes d'or emmagasinées à la Banque d'Espagne, qui, lors des premières semaines de guerre, auraient permis d'obtenir la puissance de feu nécessaire pour écraser les rebelles avant que le conflit ne prît de plus grandes proportions internationales. La mobilisation des réserves d'or commença non seulement avec du retard mais elle fut sabotée par tous les gouvernement du Front populaire, y compris celui de Largo Caballero. Lors des premiers mois du conflit, une telle mobilisation imposait le partage équitable de ces réserves entre les forces sociales qui luttèrent contre les rebelles, c'est-à-dire la consolidation de la révolution entreprise par les ouvriers et les paysans, l'affirmation du pouvoir de la CNT. Les gouvernements du Front populaire gâchèrent les premiers mois de la guerre à mener un combat qui tendait à renforcer le pouvoir des institutions de la II^e République aux dépens des pouvoirs révolutionnaires locaux ; ils choisirent la voie qui signifiait l'affaiblissement de l'ami indésirable au profit de l'ennemi commun. Et la mobilisation de l'or espagnol se résuma à ceci : en remettre plus de la moitié à l'URSS en échange d'une aide tardive, mais que les gouvernement étaient à même de canaliser contre la révolution à travers le PCE. À lui seul, ce fait, qui faisait de la République le jouet de la diplomatie soviétique mettait au premier plan l'aspect international du conflit, c'est-à-dire assurer la déroute de la démocratie espagnole.

Les offensives contre la révolution furent toujours justifiées par les impératifs de la politique internationale. L'appel de la CNT au gouvernement est une preuve supplémentaire que de telles offensives avaient essentiellement une signification interne, qu'il ne s'agissait pas d'attaques de

circonstances, exigées par la pression internationale mais d'attaques définitives. Les répercussions néfastes qu'eurent sur la lutte du peuple espagnol les prises de position engendrées par la peur de la révolution qu'éprouvaient - dans leur propre pays et hors de leur frontières - les gouvernements des démocraties européennes se trouvèrent bientôt amplifiées par l'écho qu'elles allaient rencontrer dans certains partis, qui n'étaient pas des moins influents. Beaucoup de ces prises de position politique furent même suscitées par la connaissance préalable d'un tel état d'esprit. La complicité de Franco à l'égard de l'Allemagne et de l'Italie fasciste, personne ne la discuta jamais. De même, on ne met plus en doute maintenant l'assujettissement du PCE à la politique extérieure de l'URSS. Mais il faut ajouter aussi à cette liste des complices objectifs que la politique extérieure de la France et de L'Angleterre trouva dans l'Espagne républicaine.

En réponse à la question formulée par *Cuadernos de Ruedo Iberico*, on serait tenté d'affirmer que ce que la CNT fit de plus important au cours de la guerre civile, ce fut la collectivisation. La réponse, toutefois ne serait pas juste, parce que le mouvement de collectivisation fut un mouvement de fond qui, en dépit des réticences, des obstacles que lui opposèrent toutes les forces prétendument socialistes, concerna les masses ouvrières et paysannes espagnoles, et pas seulement celles de la CNT. Une telle réponse escamoterait, en même temps, le fond de la question.

Ce que la CNT fit de plus important pendant la guerre civile c'est d'être restée fidèle à elle-même sur l'essentiel. C'est d'avoir réussi à rester une organisation de masse anti-autoritaire, malgré l'afflux d'éléments étrangers, qui ne partageaient ni ses principes ni sa volonté politique ; malgré la tentation d'user hégémoniquement d'un pouvoir qui lui appartient, hégémoniquement pendant un certain temps ; malgré le danger de la mutation interne favorisée par la part de pouvoir que l'État de la seconde République espagnole fut contraint de déléguer en la personne de plusieurs leaders naturels de la CNT. C'est d'avoir, en somme, réussi à refuser le processus de bureaucratiation organique que suscitait le cours de la guerre civile, la responsabilité des tâches globales complexes, la pression qu'exerçait sur elle le jeu des organisations du Front populaire.

L'efficacité guerrière de la CNT a été mise en doute par beaucoup, y compris par des anarchistes. Pouvait-on attendre plus d'effort et d'efficacité dans la conduite de la guerre de la part des hommes de la CNT, effort auquel elle se consacra entièrement pendant les premières semaines, et auquel elle ne cessa de prêter la plus grande attention tout au long de la guerre ?

L'inefficacité de l'ensemble des colonnes miliciennes fut la raison donnée par le gouvernement et les forces politiques qui le constituaient alors pour fonder la nécessité d'une armée populaire (c'est-à-dire régulière). Orwell a écrit que l'armée n'alla pas plus loin que les colonnes de miliciens. Il mettait, ce faisant, le doigt sur la plaie. La force militaire des libertaires fut combattue pour des raisons politiques, pas pour des motifs techniques.



Elle fut paralysée pour des raisons politiques. Elle fut discréditée pour des raisons politiques. On fit tout ce qu'on put pour l'écraser, pour des raisons politiques, parce qu'elle était la garantie armée de l'existence même de la CNT au lendemain de la victoire, y compris à un moment où la dite victoire aurait déjà du apparaître aux ennemis de la CNT comme quelque chose de plus utopique et millénariste que l'idéologie anarchiste.

À l'égal des collectivités cénétistes, la CNT fut combattue pour des raisons politiques, et non pour des raisons techniques comme on veut encore nous le faire croire. Si on s'était occupé de motifs techniques, et des exigences de la guerre, on aurait essayé de la renforcer. Il est aisé de trouver toute une littérature qui nous explique la politique du PCE pendant la guerre civile, en se référant aux impératifs de la stratégie globale de l'URSS, à l'influence que le Komintern et ses hommes en Espagne -Antonov, Koltsov, Togliati, Vidali - exercèrent sur le parti. Rares sont les auteurs qui se réfèrent à un fait qui nous permet de comprendre la facilité avec laquelle le PCE accepta ces impératifs et ces influences, alors qu'il était dans les meilleures conditions pour forger une idéologie et une politique national-communiste, dont il existait des



précédents dans le parti-même (Bullejos), ou des manifestations apparaîtraient plus tard (Quiñones), en annonçant des phénomènes comme le titisme ou le maoïsme. Ce fait est le complexe d'infériorité du PCE à l'égard de la CNT, complexe partagé à moindre degré par d'autres forces marxistes.

Les journées de juillet 36 ne firent qu'augmenter ce sentiment, enraciné chez certaines d'entre elles. Les forces du Front populaire ne furent pas vaincues, en partie, par les seules forces rebelles, elles le furent également par la force cénétiste ostensiblement victorieuse. C'est le rival qu'on ignorait le plus, parce qu'on le craignait le plus, qui avait vaincu. Le mouvement libertaire s'était révélé absolument irrécupérable pour le Front populaire. Dans ce contexte - une guerre que les forces du Front populaire devaient remporter contre les rebelles et contre les cénétistes - la participation de la CNT au gouvernement de Largo Caballero ne pouvait être qu'une erreur. Il n'y a pas de contradiction entre cette affirmation et l'affirmation antérieure selon laquelle il est correct que la CNT partageât le pouvoir avec les forces du Front populaire. ■

Felipe Orero

QUI SOMMES-NOUS ?

Alternative libertaire se situe dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier international dont nous reprenons les idées-forces sans rejeter les acquis positifs des autres courants. Nous luttons pour la redistribution des richesses, une égalité réelle entre hommes et femmes pour construire une société autogestionnaire sans État et sans classes basées sur une production motivée par les seuls besoins, le pluralisme et la démocratie directe. Pour mener ce combat, nous construisons une organisation révolutionnaire autogérée, implantée parmi les travailleur(se)s, dans la jeunesse et active dans les mouvements sociaux. Nous voulons contribuer à une renaissance du combat révolutionnaire et anti-autoritaire de masse, une refondation du socialisme à l'horizon du XXI^e siècle. Pour atteindre ce but, notre stratégie politique repose sur une dialectique entre deux niveaux d'expression et d'organisation distincts et complémentaires :

- l'organisation et le développement d'un nouveau courant libertaire « lutte de classe » ;
- l'émergence d'un vaste mouvement anti-capitaliste et autogestionnaire, où le nouveau courant libertaire s'intégrerait sans disparaître.

La presse :

Alternative libertaire est l'héritier d'une presse communiste libertaire française, qui des années cinquante à nos jours, a pris position, a soutenu des luttes, des expériences et essaye de faire entendre une autre voix. C'est un journal qui dénonce mais aussi qui tente de reconstruire d'autres horizons, d'autres utopies au travers de débats, de partage d'expériences, de coups de gueule. C'est un point de vue que nous publions, celui des acteurs du quotidien, celui que nous défendons, l'expression d'un courant politique.

Lecteurs, lectrices du Coquelicot, vous pouvez vous abonner à Alternative libertaire : BP 177, 75967 Paris cédex 20, en libellant un chèque au nom de Agora 2000, (abonnement simple 90 F ou abonnement de soutien 140 F). Vous pourrez aussi le trouver en dépôt à la librairie Ombres blanches. Au sommaire du n° 60 de janvier : la réduction du temps de travail, les 35 heures, la république contre les immigré(e)s, le procès Papon, les ghettos, le syndicalisme en Kanaky, et à lire Les nouveaux chiens de garde de Serge Halimi et l'Héritage infernal de Dan Bar-On. ■

3 satellites pour la Semvat : à Toulouse, la Semvat se met à l'heure du satellite et du temps réel pour la circulation de ses bus. Une belle brochure en quadrichromie nous explique tout. Les 35 h et l'embauche des 200 personnes gagnées après les grèves de 95 ? Faut-il satelliser les patrons pour les avoir ?

80 000 F la cotis : Davos, comme le dit le Monde « accueille les prophètes du bonheur ». Mais aussi les mille premières compagnies globales. C'est de ce haut lieu de la « word compagnie » que notre cher ministre des finances s'est montré rassurant. Les 35 h oui, mais avec la flexibilité et l'annualisation. Qui lui a payé son droit d'entrée ? Les futurs flexibilisés ?

14 066 salarié(e)s : c'est le nombre de salarié(e)s (dit protégé(e)s) licencié(e)s en 1996 soit 4 % de plus. Ceci, avec la bénédiction de l'inspection du travail qui accorde 8 demandes sur 10. Quelle différence y a-t-il entre un patron et un inspecteur du travail ? Il y en a un qui commande et l'autre qui obéit.

39,9 milliards de dollars : c'est la somme dépensée, tous pays confondus, pour l'achat d'armes en 1996, une petite hausse de 8 % par rapport à 1995, disent-ils.

1,5 milliard de francs : c'est la somme investie chaque année par les sociétés de chasse en France. 20 millions d'oiseaux, 120 000 lièvres, 100 000 lapins, 70 000 sangliers, 6 000 cerfs sont lâchés pour que des viandards se défoulent. Comme l'écrit un journaliste du *Chasseur français* : « C'est un des gaspillages de fric les plus obscènes auxquels ont peut assister actuellement ». Si on est lâché par les siens, alors...

2 milliards de dollars : c'est la somme que prévoit d'investir l'entreprise Daewoo en Algérie. Elle n'est pas la seule. On trouve parmi les françaises Rhône-Poulenc, la Lyonnaise-des-Eaux, qui malgré les massacres, trouvent avec l'aide du FMI les éléments pour plus de profits. Mais comme le dit un représentant du groupe MAN « la situation reste délicate », pour les multinationales bien sûr !

4 367 exécutions : c'est le nombre de personnes exécutées en Chine selon Amnesty international en 1996. Les balles utilisées pour les exécutions sont facturées aux familles. Le marché du plomb est-il coté à la bourse de Hon-Kong ? ■

Bibas

Six heures sur « Citoyenneté et immigration »

Organisées par l'association IRIS (Initiatives, Recherches, Itinéraires du Sud)

« Immigration et citoyenneté » tel est le prochain débat organisé par l'association IRIS, le 20 mars prochain. Pourquoi le choix de ce thème ?

L'association IRIS tente depuis bientôt trois ans, de susciter débats, discussions autour de sujets de réflexion qui interrogeant le passé sont à même de mieux comprendre et agir au présent. C'est ainsi qu'en 1996, une journée fut consacrée à « Révolution espagnole et luttes d'aujourd'hui », et en 1998, deux jours permirent de discuter de « L'éducation : pour former quels citoyens ? Histoire et actualité ».

Cette année l'immigration devait être abordée, tant les questions et les luttes qu'elle suscite sont nombreuses. Pour autant, il ne s'agit pas, pour nous, d'en faire ni une simple comptabilité ni un constat de toutes les polémiques qu'elle suscite. Car l'un des enjeux aujourd'hui n'est pas tant l'intégration culturelle ou économique des immigrés que leur place dans le champ politique. Quels liens y a-t-il, en effet, entre des populations qui sont en France depuis dix, quinze ans, qui souhaitent y rester ou partir rapidement et la gestion de la cité ? La démocratie se définit-elle uniquement par l'exclusion de l'autre ou peut-elle l'intégrer et comment ?

Le retour à l'histoire est un passage obligé dans la réflexion car après la Seconde Guerre mondiale comme aujourd'hui, c'est bien la question de la démocratie (laquelle ?) qui est posée par l'immigration.

Comme pour les débats organisés dans les années précédentes, l'association IRIS ne souhaite pas apporter de réponses définitives, toutes ficelées, mais, au contraire, ouvrir des pistes ou tout au moins essayer de poser des questions.

La soirée se déroulera de la façon suivante :

18h 30 : présentation rapide d'une exposition permettant de voir l'évolution statistique de l'immigration en France.

19h : Geneviève Dreyfus-Armand, auteur de nombreux travaux sur l'immigration et conservatrice à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), présentera l'état de la question sur l'immigration espagnole et son intégration dans les années 1945-1960. Cet exposé sera suivi d'un débat.

20h 30 : tapas

21h : Medhi Lallaoui, réalisateur de télévision, présentera quelques séquences de son film, *Un siècle d'immigration en France*. Un débat suivra la projection. Les six heures se dérouleront le vendredi 20 mars 1998 aux CEMEA, 51 bis rue des Amidonniers, Toulouse. ■

Le front sous les couvertures

L'extrême-droite se plaint sans cesse d'être tenue à l'écart et de ne pouvoir épandre autant qu'elle l'aimerait son fumier dans le champ médiatique. Pur mensonge. Pour pouvoir un jour brûler à nouveau les écrits dégénérés, l'extrême-droite a su assurer aux siens une diffusion qui est loin d'être marginale.

Il est toujours tentant, au sujet de l'extrême-droite, de se contenter des caricatures. C'est facile, il suffit d'imaginer le pire, on a la certitude de trouver dans le troupeau la bête qui fera passer la charge pour un portrait flatteur. C'est pratique, ça n'est jamais faux, mais toujours insuffisant. Les idées qui parcourent l'extrême-droite ne se réduisent pas à cette bouillie xénophobe assaisonnée de nostalgie nazie qui fait les délices de toute une littérature polardeuse et antifasciste, ou supposée telle. Tout comme la propagation de ses thèses ne se limite pas aux exactions verbales calculées de ses forts en gueule, et la diffusion sous le manteau d'une presse révisionniste militante.

La grande force du Front National est d'avoir réussi à réunir en son sein toutes les sensibilités politiques et culturelles, parfois opposées et contradictoires, de l'extrême-droite. Il n'y a plus, si j'ose dire, de concurrence à l'extrême-droite, si ce n'est à l'intérieur même du Front National. Chaque courant est l'héritier d'une tradition de l'extrême-droite européenne, et a conservé, au

sein du FN comme à l'extérieur, ses structures de réflexion et ses moyens de diffusion. Car, quoi de commun, à part la haine de la démocratie, entre la tradition maurassienne catholique et la nouvelle droite héritière des fascismes des années 30, hostile au christianisme ? Les mêmes contradictions qui traversaient le régime de Vichy sont désormais rassemblées au Front National (1). Les deux courants principaux structurant l'extrême-droite, eux-mêmes divisés en sous-courants parfois incompatibles (les maurassiens pouvant être monarchistes ou non, les monarchistes légitimistes ou non etc.) se partagent la direction du FN. Et, bien que le quotidien lepéniste officiel *Présent* soit aux mains de l'équipe de Bernard Antony, c'est le courant fasciste « moderniste » influencé par la Nouvelle Droite qui maintenant domine le FN. Parce qu'il est emblématique et caricatural, l'activisme du courant catholique traditionaliste (commandos anti IVG) pourtant minoritaire (2) concentre contre lui l'essentiel des réactions antifascistes. Parce qu'il est complexe, équivoque, tactiquement plus intelligent et fondamentalement politique, le courant fasciste, a su tisser avec patience le réseau des complicités, volontaires ou non, nécessaire à la diffusion de ses idées.

Quelques intellectuels engagés avaient compris que la résurrection de l'extrême-droite politique ne serait possible qu'en réhabilitant et renouvelant les thèses compromises dans l'abjection nazie, en séduisant patiemment un public sensible à leurs thèmes de prédilection, que l'expression brutale de convictions extrêmes pouvait heurter. C'est là tout le travail effectué depuis les années 60 par la Nouvelle Droite du GRECE réunie autour d'Alain de Benoist et sa revue *Krisis*. La grande habileté de *Krisis* a été de solliciter systématiquement la collaboration d'intellectuels engagés à gauche, autour de sujets de préoccupation communs. C'est ainsi que R. Debray, A. Lipietz ou J. Baudrillard, tout en défendant sincèrement leurs points de vue, ont légitimé la « refonte » intellectuelle de l'extrême-droite (3).

Il existe toute une nébuleuse d'éditions militantes, autrefois confidentielles, chaque sensi-





bilité ayant ses éditeurs et son réseau de diffusion, dont il convient de dire que la croissance du FN élargit constamment le champ. Mais, quoiqu'elle en dise, l'extrême-droite est fort présente hors de ce cercle spécialisé, chez les grands éditeurs et éditeurs universitaires. Par exemple, on retrouve Alain de Benoist à la Table Ronde, chez Albin Michel ou Fata Morgana. Jean Mabire, l'insupportable apologue des régiments SS et du paganisme aryen, outre ses publications confidentielles, est massivement édité aux Presses de la Cité, chez Arthème Fayard ou Robert Laffont. Sans parler des ouvrages révisionnistes ou des publications équivoques de la collection *Que sais-je ?*

Pour finir, il faut mentionner le rôle exemplaire et la responsabilité essentielle, d'une revue ne se réclamant pas ouvertement de l'extrême-droite dans la banalisation et la diffusion massive hors du cercle des convaincus de ses thèses. Abritant et publiant nombre de membres de la mouvance fasciste (4) et appointant une cohorte d'académiciens introduits dans les bonnes maisons et y ayant certainement servi de cheval de Troie, le *Figaro-Magazine* sert déjà de passerelle aux Von Papen de la droite républicaine. ■

Franck Einstein

Bibliographie :

(1) Lire Zeev Sternhell *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*. Éd. Complexe

(2) Malgré la présence massive des éditions de Chiré, le plus important des éditeurs d'extrême-droite, qui a contribué au rapprochement des intégristes catholiques et du FN.

(3) L'équivoque fondatrice du fascisme (ni droite, ni gauche), comme les thèmes de prédilection de la Nouvelle Droite (écologie, Europe, capitalisme...) expliquent pour une bonne part les convergences rouge-brun, avant-guerre, comme aujourd'hui. Il faut compter aussi avec le goût du paradoxe brillant qui tient lieu de morale à trop de gendeletrés, et suffit à expliquer quelques basses saloperies.

(4) Dont l'omniprésent de Benoist et l'impayable Jean-Pax Meffret, immortel auteur d'un hymne à la gloire de Primo de Rivera et vedette des premières fêtes Bleu-Blanc-Rouge.

Entre gazon et bitume

Les filles gloussaient depuis une bonne heure dans la salle de bains pendant que se formait en un temps record une masse compacte de vessies prêtes à éclater dans le couloir. Tout ce petit monde s'efforçait de trouver un air naturel et dégagé alors que la moindre pression mousseuse, sur n'importe lequel des bas ventres présents dans les quelques mètres carrés disponibles aurait suffi à déclencher une avalanche ruisselante sur le carrelage. J'ai toujours pensé que la bienséance faisait encore partie des valeurs que l'on nous vendait pour trois fois rien.

Tout en divaguant sur les rires qui occupaient l'espace quelque peu restreint, je cherchais du regard cette grande femme aux cheveux d'ocre parsemés de roux qui, m'avait-il semblé, était restée seule durant la soirée. J'ai une tendance naturelle au papillonnage de l'esprit. Cette fête impromptue chez Lize faisait partie des nombreuses folies dont elle était capable et la liste s'allongeait depuis quelques temps dans des proportions assez démesurées. J'avais commencé la soirée dans ce bar irlandais empli de fumée et de chants aux accents ressemblants aux loukoums de chez Farid et n'avais rien de mieux à faire que de traîner mon vague à l'âme en direction de Lize. Des années qu'elle me supportait comme un étai retient la voûte d'une galerie en pays minier. Une patience d'ange sans les ailes.

Le café s'était rempli de monde en un rien de temps. D'où était venue cette faune, personne n'en savait trop rien, c'était juste quelques gens de plus, voilà tout. Les plaintes d'Irlande avaient pénétré les cœurs des consommateurs durant deux bonnes heures et il ne manquait plus qu'un ferry, une image de Roscoff sous la pluie de printemps pour nous faire partir un peu plus loin. Il n'en fallait pas plus, c'était le seul voyage que la plupart d'entre nous se payait depuis un paquet de temps. J'avais plongé les mains au fond des poches de mon blouson, fermé la malle aux souvenirs et lancé un salut en forme d'au revoir définitif au patron du café en me dirigeant vers chez Lize. Planté là, dans le couloir face à cette salle de bains emplie de rires, attendant mon tour au milieu d'une foule disparate, j'ai aperçu Lize sortant d'une des chambres, le visage grave et les yeux cernés du rimmel des jours sans vie. Un tableau de Vermeer sans la lumière. Elle s'est appuyée contre le mur en renflant légèrement dans son mouchoir en papier, discrète et forte à la fois, a repris son sourire que

moi seul savait composé d'éléments qui ne lui ressemblaient pas. Je me suis avancé et, tout en lui soulevant le visage lui ai lancé un souffle dans ses mèches brunes.

— C'est pas tout à fait le printemps, attend un peu pour les allergies.

— J'ai pas envie de rigoler Fabien, franchement pas. Pas maintenant tu veux ?

Le cafard lui était tombé dessus comme le froid à la météo du journal de vingt heures. Pas épais non, une légère couche de verglas sur son sourire. Les heures qui allaient suivre s'égrèneraient au rythme de l'hiver qui s'installait et j'avais beau faire les comptes, il ne me restait pas grand-chose pour arriver au milieu de la nuit, que ce visage que j'aimais avec sa palette de couleurs feutrées.

— Viens, la nuit n'a pas de conseils ce soir. C'est juste des rires qui ne t'appartiennent pas voilà tout. J'ai jamais eu de mouchoir dans les poches, que des mots.

Elle m'a regardé avec ses grands yeux noirs qui ressemblaient aux étangs de la banlieue et remonté sa mèche brune en esquissant un sourire sur ses lèvres. J'avais remporté la première manche, oublié les cheveux d'ocre et perdu mon tour pour la salle de bains.

Lize, je la connaissais depuis trop longtemps pour ne pas me rendre compte que non n'allait dans sa vie depuis ces derniers mois. Elle-même m'avait tant écouté sans que je me souvienne l'avoir véritablement soutenue qu'aujourd'hui je me sentais comme un pingouin sans sa banquise, légèrement démuné. J'ai tenté de lui prendre la main, manière de lui donner un peu de chaleur, lui faire sortir ces cumulus que nous avons parfois au fond du ventre, ces pierres grisâtres qui vous alourdisent pour de longues heures et vous emmènent au-delà des autres. Son sourire s'est fait si petit sur son visage que je ne voyais plus rien d'autre que ses yeux où perlait le froid humide de l'hiver. Pendant ce temps, la salle de bains regorgeait de monde et certains en profitaient pour se soulager dans les troènes. Le monde est souvent mal fait mais il y a de l'espoir dans le regard de tous.

— Fabien, je suis fatiguée, j'ai plus envie de tout ce cirque. Je crois bien que je vais partir.

Elle me disait cela avec calme en regardant les ombres de la forêt voisine se dessiner dans cette nuit froide. Tout semblait être définitif dans ses paroles, une façon de me faire savoir que les jours seraient encore plus longs, une absence de plus chargée de regrets. ■

À suivre.....

R. Vaporetto

ON A REÇU :

RIRE n° 19 : janvier-février 98. Toujours plus d'infos sur les luttes anti-militaristes menées dans tout l'hexagone et, ce qui ne gêne rien, une nouvelle maquette. Mais toujours la même adresse, BP 2402-F 13215 Marseille Cédex 02.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE (Belge) : À la une du n° 202, la politique du rebelle de M. Onfray et du n° 203, sauvons une espèce menacée *Le Pauvre* ! BP 103 1050 Ixelles 1

LA COMMUNE des Citoyens n° 11 : L'imposture du *Livre noir*. Vers un Munich social... ARS 55, rue Quintefol 37600 Loches
ÉCHANGES 85 : septembre-décembre 97 plein d'infos sur les luttes dans le monde et en France. BP. 241 75866 Paris Cédex 18

A CONTRE COURANT n° 90 : Un piètre bilan pour la gauche plurielle. La planète dans l'oeil du cyclone... 1 rue Hugo F-52100 Bettancourt-la-Ferrée

LE COMBAT SYNDICALISTE n° 185 : Une grève trahie mais prometteuse. Réduction du temps de travail, reprendre l'offensive... n° 186 : Le mouvement des chômeurs à Perpignan. La vie à Auchan. Solidarité avec les dockers de Liverpool... 33, rue des Vignoles 75020 Paris

ALTERNATIVE LIBERTAIRE (Bretagne) Expulsés ou licenciés, il est temps de battre le pavé. Luttes des ouvrières de Lannion et des sans-papiers de Rennes.

BP 22, 22810 Belle-Isle-en-Terre

LA RIPOSTE : n° 13 Mégapole 43, rue du Caire 75002 Paris.

ROJO Y NEGRO n° 96 : Mensuel de la CGT espagnole. Compania 9, 1°, izq 31001 Pamplona/irunia.

EL MORTERO n° 8 : bulletin du syndicat interprof. de la CGT de Palencia. PL/ Abilio Calderon, 4 B, 34001 Palencia .

SOLIDARIDAD OBRERA : C/ Joaquin Costa 34 entresuelo 08001 Barcelona.

LA CAMPANA : hebdo d'information et de réflexion anarchiste n° 70. Apartado 97 36080 Pontevedra.

LES MURS EN PARLENT



LA VILLE BOUGE

L'appel de Federcies p 2
7 mars, la manifestation des chômeurs(ses) ... p 2

ANTIFASCISME

Ça va péter le 5 mars p 3

JEU DE LOI

La spécialiste du sitting p 4

LA LOI DU JE

la lettre d'un chômeur p 5

ACTOR'S STUDIO

Les pierres enchantées p 6

CHIAPAS OU ÇA CASSE

Acteal, un massacre annoncé p 7

LA CENTRALE

Libérez le temps de travail ! (M. Bernard) p 8 et 9

COSAQUE TOUJOURS...

Le livre noir du communisme p 10 et 11

ESPAGNE 36

La CNT p 12 et 13

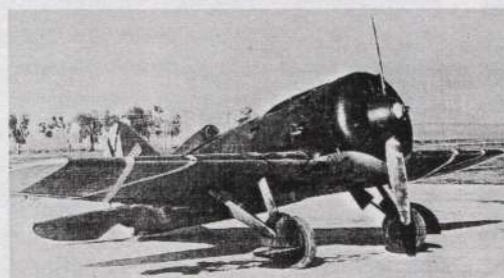
ÇA SENT LE BOUQUIN

Le front sous les couvertures p 14

LIBER...TERRE

Entre gazon et bitume p 15

ET... RATA



On fait les malins et on finit par se prendre les pieds dans le tapis : l'avion en page 13 du numéro 14 (imprudemment numéroté 13 sur la page 13) est bien un Polikarpov « moser ».

Mais capturé par les franquistes, rebaptisés « rata », celui-ci est peint aux couleurs de l'aviation fasciste.

Dans le prochain numéro, une photo de ceux, qui, après avoir servi les idéaux libertaires, ont fini repeints aux couleurs de l'État français.

le coquelicot

Directeur de publication : Patrick Leclerc
Equipe de rédaction : Marc Bernard, Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Robert Venezia.
Prix du numéro : 10 F
Abonnement : 5 numéros : 50 F
Abonnement de soutien : 100 F
Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4
Fax : 05 61 25 73 71
Commission paritaire : 760/95
Imprimerie spéciale Le Coquelicot
Ont été mis à contribution pour ce numéro :

Alain, Bibas, Caillou, François le Scribouillard, Gaby, F.Orero, Patrick, Ravachefolle, Vaporetto. Dessins de P.Rouault et photos Bibas et Caillou.

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 50 F
- soutien : 100 F

le coquelicot

Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4
Fax : 05 61 25 73 71

Nom :

Prénom :

Adresse :